



La quinzaine nordique

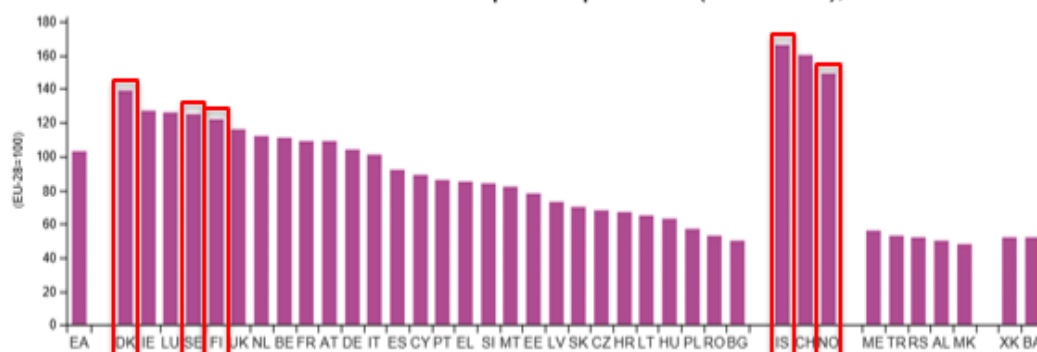
© DG Trésor

N° 167 du 21 décembre 2018

Pays Nordiques

Consommation. Selon Eurostat, le Danemark est, le pays dont le prix des produits de consommation est le plus élevé de l'UE, avec une moyenne de 39% au-dessus de la moyenne des prix relevés dans l'UE. La Suède et la Finlande se classent en 4^{ème} et 5^{ème} position avec des prix plus élevés en moyenne de respectivement 25% et 22% que la moyenne UE

Price level index for household final consumption expenditure (EU-28=100), 2017



(contre 9% au-dessus pour la France et 4% pour l'Allemagne). Le Danemark est le pays le plus cher en ce qui concerne les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées tandis que la Suède est le pays où les prix sont les plus élevés dans le secteur de l'habillement. Hors UE, l'écart est encore plus important en Norvège et en Islande où les prix se situent 49% et 66% au-dessus de la moyenne de l'UE 28.

Pression fiscale. Bien que les prélèvements obligatoires diminuent dans plusieurs pays nordiques, ils restent toujours largement au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE (34,2%). En effet, le taux pour le Danemark est de 46%, le niveau le plus élevé des pays de l'OCDE après la France (46,2%). La Suède occupe le 4^{ème} rang (44%) devant la Finlande (43,3%). La Norvège (38,2%) est 11^{ème} et l'Islande 12^{ème} (37,7%).

Performances économiques. Le journal suédois Dagens Industri publie un classement mondial combinant l'indice de corruption et le degré de facilité de faire des affaires (« *Ease of Doing Business* » de la Banque Mondiale). Le Danemark arrive 2^{ème} (derrière la Nouvelle-Zélande et devant Singapour) avec de très bons résultats pour les deux indicateurs ; la Norvège arrive 4^{ème}, la Suède 7^{ème} suivie de près par la Finlande (8^{ème}).

Parité. Selon le dernier classement du World Economic Forum (*Global Gender Gap Report 2018*), les pays nordiques dominent en termes d'égalité hommes-femmes. L'Islande arrive 1^{ère} suivie de la Norvège, la Suède et la Finlande alors que la France se classe en 12^{ème} position. Les facteurs déterminants pour atteindre le haut du classement sont la présence de femmes à des postes de hautes responsabilités dans le monde des affaires et la sphère politique.

Country	Rank	Score (0-1)
Iceland	1	0.858
Norway	2	0.835
Sweden	3	0.822
Finland	4	0.821
Nicaragua	5	0.809
Rwanda	6	0.804
New Zealand	7	0.801
Philippines	8	0.799
Ireland	9	0.796
Namibia	10	0.789

Danemark

Entrepreneurs. Le nombre de Danois ayant plus de 55 ans lorsqu'ils créent leur propre entreprise, a augmenté au cours de ces 10 dernières années, affirme une nouvelle analyse de l'Institut danois des Statistiques (*Danmarks Statistik*). Alors que ce groupe de la population représentait 8% de toutes les inscriptions au registre des entreprises en 2007, ce taux a atteint 13% en 2017, d'après l'Autorité de régulation commerciale (*Erhvervsstyrelsen*). Il y a également davantage d'entrepreneurs très jeunes (15 à 24 ans) aujourd'hui. Malgré une baisse de leur nombre, les 25 à 35 ans demeurent le groupe le plus important d'entrepreneurs.

Chinese Nordic Innovation Center. L'organisation stratégique chinoise National Eastern Tech Transfer Center (NETC) a ouvert un bureau d'innovation dans la ville d'Aalborg pour promouvoir ses investissements et collaborations technologiques dans les pays nordiques. NETC a été mis en place par le ministère chinois des Sciences et des Technologies, et représente indirectement des entreprises ayant un chiffre d'affaires total de plus de 400 M€ par an. Le bureau à Aalborg est le neuvième centre international ouvert par NETC dans le monde, les autres se trouvant - entre autres - en France, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et à Singapour. Le Danemark a été retenu, parmi les pays nordiques, grâce à ses experts et universités leaders, notamment dans le domaine de l'ingénierie, ainsi que pour son emplacement géographique et la qualité de ses infrastructures.



Mærsk. Le groupe danois spécialisé dans le shipping s'est donné comme objectif d'être « neutre en carbone » d'ici 2050. Déjà investie dans la lutte contre le changement climatique, l'entreprise a réduit son « empreinte carbone » de 46% depuis 2007, faisant ainsi 9% mieux que la moyenne de l'industrie danoise. Selon Mærsk, il faudrait cependant que des navires neutres en carbone soient commercialisés d'ici 2030 afin que ces objectifs soient réalisables.

Tunnel Femern. En juillet 2015, la Commission européenne validait le modèle financier du projet de liaison fixe rail – route entre le Danemark et l'Allemagne, qui incluait une participation européenne via le programme « Connecting Europe Facility ». Les compagnies de transport maritime Scandlines et Stena Line avaient alors fait appel, arguant que le projet était discriminant et contraire au droit européen des aides d'Etat. La Cour de justice de l'Union européenne leur a donné raison le 13 décembre dernier, statuant que les aides d'Etat (sous forme de garantie de l'Etat danois) avaient été accordées par la Commission sur une mauvaise base et annulant donc l'approbation de ces aides d'Etat. La société Femern A/S avait cependant anticipé cette décision en contractant des prêts à taux préférentiels, et ne devrait donc pas subir des conséquences financières dramatiques pour l'instant, ni avoir des problèmes pour continuer le projet. La Commission européenne devra traiter à nouveau le dossier, et une décision finale est attendue d'ici un à deux ans.

Finlande

Dettes. Pour la première fois depuis 10 ans, la dette de l'Etat Finlandais n'excédera pas 60% du PIB à la fin de l'année, passant de 105,8 Mds€ fin 2017 à 104,9 Mds€ fin 2018. Grâce aux efforts budgétaires du gouvernement, ainsi qu'à un ensemble de facteurs ponctuels positifs, le budget de l'Etat central devrait être excédentaire en 2018. Les recettes ont été supérieures aux prévisions bénéficiant de l'augmentation des taxes sur la production et les importations. Les recettes budgétaires ont en outre été abondées par des remboursements importants versées à Finnevera (organisme d'assurance-crédit) et par des ventes d'actifs de l'Etat. En conséquence, le gouvernement finlandais ne lèvera finalement pas en fin d'année l'emprunt initialement envisagé à 2,2Mds €. Au vu de ce développement plus favorable que prévu, il est possible que l'estimation du déficit public finlandais attendu à 0,7% du PIB puisse être revue à la baisse.

Marché du travail. Le chômage amorcé en Finlande une décrue, s'établissant à 6,8% fin septembre 2018 contre 7,3% un an plus tôt. Cette baisse est en partie due à la croissance économique de 2017 (2,8%) et 2018 (2,5%), conjuguée à des réformes gouvernementales, comme la mise en place d'une politique dite « d'activation » depuis janvier 2017, reposant sur un certain nombre de conditions (commencer un projet entrepreneurial, travailler au moins 18h, suivre une formation) pour toucher des allocations chômage. Tous les trois mois, les services compétents vérifient que le demandeur d'emploi a répondu à une de ces conditions, dans le cas contraire une baisse de 4,64% de son allocation est appliquée pour une durée de trois mois. Le syndicat SAK, au demeurant réticent face à cette réforme, a effectué un sondage pour juger de son efficacité : moins d'un membre sur trois aurait été en mesure de respecter les critères. Les habitants des zones rurales (en particulier dans le Nord), dont la mobilité est réduite, peinent à accéder aux offres d'emplois et de formation qui se concentrent principalement dans les pôles urbains. Compte tenu des critiques, il sera désormais possible à partir de janvier 2019 pour un demandeur d'emploi de réaliser des études d'une durée de 6 mois maximum tout en percevant des allocations chômage, à condition qu'elle lui permette de « gagner en compétences », puis en notifie pôle-emploi.

Taxe sur les carburants/péages urbains. Selon les conclusions d'un groupe de travail gouvernemental sur une nouvelle politique des transports, les efforts finlandais actuels ne seraient pas suffisants pour éliminer les émissions de CO² provenant des transports à l'horizon 2045. La stratégie « Transport 2030 » du gouvernement prévoit entre autres d'augmenter le nombre de véhicules électriques à 250 000 en 2030. Le groupe de travail propose de porter ce chiffre à 670 000 d'ici 2030 et à 2 millions en 2045, ce qui semble malgré tout ambitieux. Afin de limiter l'usage des automobiles, le groupe de travail suggère de mettre un terme à la gratuité des autoroutes finlandaises par la mise en place de péages urbains. Il propose également d'augmenter la taxe les carburants qui s'élève à 70,25 centimes/litre pour l'essence et à 53,02 centimes/litre pour le diesel (contre respectivement 61 centimes/litre et 69 centimes/litre en France).

Islande

WOW Air. La compagnie aérienne low cost a annoncé la semaine dernière des progrès dans les discussions en cours avec le fonds Indigo Partners pour la finalisation de son rachat, qui pourrait se traduire par un investissement de 75 M\$. Wow Air avait annoncé la veille le licenciement de 111 de ses employés (sur un total de 1 500). Le nombre total de licenciements pourrait atteindre 400, ce qui représente 27% de l'effectif total de la compagnie. En parallèle, les lignes en direction de Los Angeles et New Delhi vont être fermées en février 2019.

Norvège

Endettement. Les ministres norvégiens des Finances, de la Justice, et de l'Enfance et la Parité ont rencontré les banques et les établissements de crédit à la consommation pour évoquer la problématique de l'endettement des ménages, qui atteint 235,6% du RDB en 2017. Le gouvernement norvégien est en train d'étudier l'évolution des mesures



d'encadrement des conditions d'octroi des crédits à la consommation. Un registre des dettes sera créé en 2019 afin de centraliser les informations concernant l'endettement des ménages et de limiter le surendettement.

Bourse d'Oslo. La Bourse d'Oslo a clôturé en baisse de 3,7% le 6 décembre, son recul le plus prononcé depuis février 2016. Dominé par les valeurs pétrolières, l'indice principal de la place norvégienne, Oslo OBX, a ainsi fini à 825,96 points. Les compagnies pétrolières Equinor et Aker BP ont en effet chuté de respectivement 3,9% et 6,2%. Le leader mondial de l'élevage de saumons Marine Harvest a perdu 3,5%, le fabricant d'engrais Yara International 4,4% et le producteur d'aluminium Norsk Hydro 3,6%. Généralement très volatil, le titre de la compagnie aérienne low cost Norwegian Air Shuttle, en proie à des difficultés financières, a essuyé la plus grosse perte (-15,4%). La volatilité des marchés financiers s'expliquerait notamment par la tenue d'une réunion de l'OPEP les 6 et 7 décembre à Vienne et dont l'issue était incertaine dans un contexte de baisse du cours du baril de pétrole depuis octobre 2018 (l'OPEP et ses alliés ont finalement signé un accord pour limiter leur production afin de faire remonter le prix des hydrocarbures) : le cours du baril de Brent de mer du Nord est passé sous les 60 \$ en novembre, pour la première fois depuis octobre 2017.

Climat. La Norvège est passée de la 7^e à la 12^e place dans le classement international Climate Change Performance Index 2019 des ONG GermanWatch, New Climate Institute et Climate Action Network, qui a été présenté dans le cadre de la COP24 à Katowice. Alors que la Suède est placée en première position, la Norvège, malgré ses nombreux engagements, n'est pas assez performante dans plusieurs domaines : manque de stratégie de long terme pour réduire les émissions, absence de cadre contraignant pour l'efficacité énergétique de l'industrie, poursuite des investissements et des subventions dans les hydrocarbures, absence de feuille de route pour la sortie du pétrole. Par ailleurs, d'après la loi sur le climat adoptée au Storting en 2012, la Norvège s'engage à ne pas dépasser 48,6 Mt d'émissions de CO₂ en 2020. Or depuis le début de l'année 2018, les émissions de la Norvège ont déjà atteint 54,2 Mt. Pour atteindre l'objectif fixé en 2012, il faut désormais réduire les émissions de 4 Mt pendant les deux années à venir alors que sous le gouvernement Solberg, les émissions ont été réduites de 1 Mt jusqu'à présent. Le ministre de l'Environnement et du Climat, Ola Elvestuen, a admis que l'objectif sera difficile à atteindre mais il s'oppose à toute fermeture d'industries pour faire baisser davantage les émissions de CO₂. Enfin, partageant l'objectif de réduire les émissions de 40% d'ici 2030, l'UE, ainsi que la Norvège et l'Islande, se sont accordés, le 13 décembre, pour une feuille de route commune sur le climat. La prochaine étape sera l'envoi, par les pays de l'EEE, d'un premier projet d'accord à la Commission européenne.

Biocarburants. Au début du mois de décembre, dans le cadre de l'adoption de la loi de finances 2019, le Parlement norvégien a approuvé une série de mesures visant la suppression progressive des biocarburants dont la production est source de déforestation. A partir du 1^{er} janvier 2020, la Norvège deviendra ainsi le premier pays à interdire l'huile de palme, qui contribue à la déforestation, dans les biocarburants. D'après la Fondation Rainforest Norway, 317 millions de litres de biocarburants étaient issus d'huile de palme en 2017 en Norvège, ce qui représente environ 10% de la consommation totale de carburants du pays.

Suède

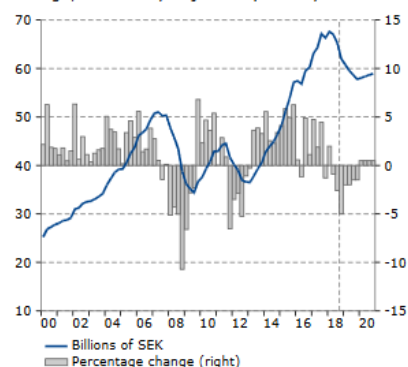
Conjoncture. *Konjunkturinstitutet* a publié cette semaine ses nouvelles prévisions macroéconomiques, qui confirment le ralentissement de l'économie suédoise. La prévision de croissance pour 2018 a été de nouveau révisée à la baisse (de 2,4% à 2,2%) et celle pour 2019 a été ramenée de 1,9% à 1,3%. L'institut statistique anticipe un repli de l'investissement en 2019 (-1,0%), en particulier dans le secteur de la construction qui a été l'un des moteurs de la croissance ces dernières années. En 2018, c'est surtout le ralentissement de la consommation des ménages (ramené de +2,1% à +1,5% sur l'année) qui explique la révision à la baisse.

Politique monétaire. La *Riksbank* a annoncé le 20 décembre une remontée de 25 points de base de son principal taux directeur, qui passe ainsi de -0,5% à -0,25% à l'issue de cette dernière réunion de politique monétaire de l'année 2018. Le taux n'avait plus été modifié depuis sa dernière baisse datant de février 2016 ; il se situe en territoire négatif depuis février 2015. Cette décision était attendue et se justifie, selon la banque centrale, par le fait que l'inflation et les anticipations d'inflation sont ancrées autour de 2% depuis plusieurs mois. Afin de limiter autant que possible l'effet déprimant de la hausse des taux d'intérêt, la banque a confirmé que le redressement des taux n'interviendrait que de manière très progressive au cours des prochaines années. Selon la trajectoire qu'elle définit, la prochaine remontée n'interviendrait pas avant le second semestre 2019 et le taux ne repasserait pas en territoire positif avant 2020.

Investissements étrangers. Le stock des investissements directs suédois à l'étranger a atteint 3 192 Mds de SEK fin 2017, ce qui représente un léger recul par rapport à 2016 (3 247 Mds SEK). Le stock suédois en France est, en revanche, en hausse, et passe de 69 Mds en 2016 à 75 Mds en 2017. A l'inverse le stock des investissements directs étrangers

Diagram 9 Investment in housing

Billion of SEK, constant prices and percentage change, seasonally adjusted quarterly values



Sources: Statistics Sweden and NIER.



en Suède a atteint 2 909 Mds SEK, contre 2 810 Mds en 2016. Le stock français en Suède est, dans le même temps, passé de 47 Mds de SEK en 2016 à 64 Mds en 2017.

Evolution du stock d'IDE suédois en France et français en Suède (en Mds SEK)

	2010	2015	2016	2017
Suède vers monde, dont France	2 647 59	3 032 60	3 247 69	3 192 75
Monde vers Suède, dont France	2 366 72	2 504 46	2 810 47	2 909 64

Vente d'ABB Power Grids à Hitachi. Le groupe suédo-helvétique ABB vend 80,1% du capital de sa division d'équipements pour réseaux électriques (Power Grids) au concurrent japonais Hitachi pour près de 8 Mds\$. ABB conserve ainsi 19,9% du capital de son ancienne filiale dans le but d'assurer la transition et s'engage à conserver sa participation au moins 3 ans avant d'exercer son option de vente à Hitachi à des conditions de marché. Pour mémoire, la division « réseaux » compte au total 36 000 employés, dont 3 700 emplois en Suède (2 800 à Ludvika et 900 à Västerås). ABB poursuit ainsi sa transformation au profit de technologie numérique à plus forte valeur ajoutée. Le groupe compte désormais les divisions équipement d'électrification, robotique/moteurs industriels et automation industrielle. Selon Johan Forsell, le CEO d'Investor, 1^{er} actionnaire d'ABB, cette décision permettra de simplifier et de mieux répartir les responsabilités dans le groupe.

Datacenters. Microsoft suit le mouvement déjà entamé par Facebook, Google et Amazon et vient d'acheter plusieurs hectares de terrain en Suède (Gävle et Sundsvall), vraisemblablement afin de développer des datacenters. Amazon a pour sa part déjà annoncé que l'achat de 300 000m² à Eskilstuna, Västerås et Katrineholm destiné au fonctionnement d'Amazon Web services. Le géant américain a également révélé que Volvo ou l'application e-santé Kry figurent parmi ses clients pour l'utilisation de ses services de cloud. La construction de datacenters est en plein essor en Suède puisque Google et Facebook se sont déjà lancés dans ce secteur. De plus, on note une forte augmentation de l'achat de services de cloud ; environ 57% des entreprises de plus de 10 employés avaient ainsi utilisé des services en 2018, avant tout pour les services mails et l'hébergement de fichiers.

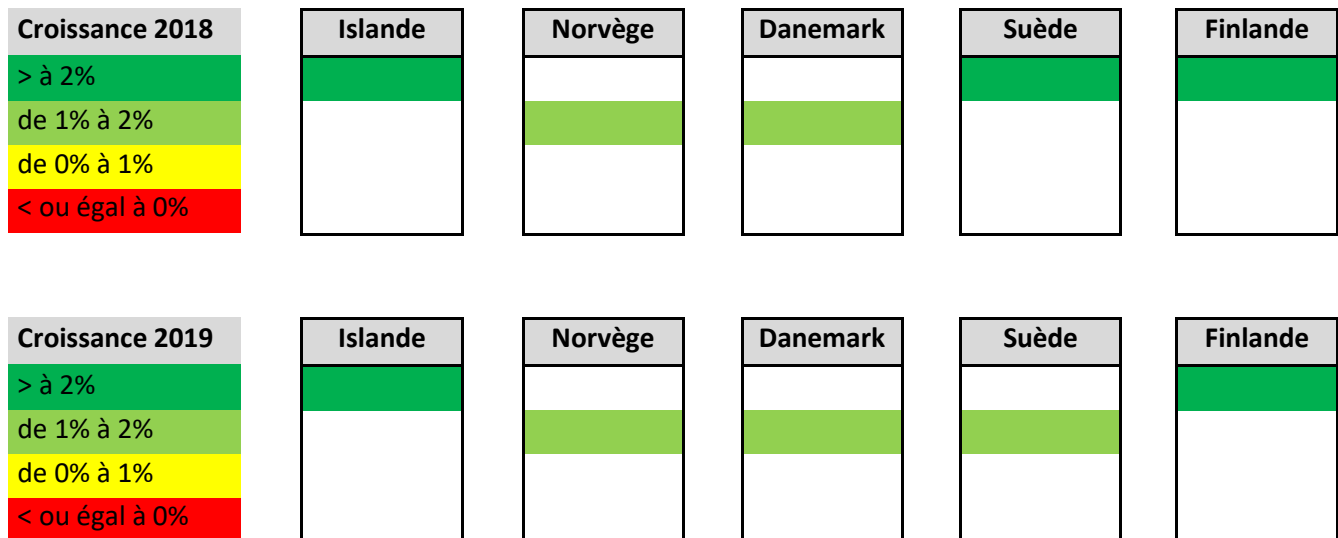
Transition énergétique – PLF 2019. Dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement, plus de trois mois après les élections, le PLF 2019 adopté par le Riksdag a été celui des partis conservateurs (Modéré et Chrétien-Démocrate), avec le soutien de l'extrême-droite (SD). Le budget pour la transition énergétique, qui avait augmenté de 300 M€ (2016) à 550 M€ (2018), a été réduit de près de 250 M€ dans la proposition adoptée pour 2019. Les ressources allouées aux programmes pour promouvoir les investissements verts des Communes (« *Klimatklivet* ») et de l'industrie (« *Industriklivet* ») seront fortement réduites, ce qui pourrait se traduire par la disparition de ces programmes en 2020. Le budget de l'Agence suédoise de l'environnement devrait être réduit de 40% et la taxe sur le transport aérien serait supprimée en juillet 2019. L'aide pour le solaire photovoltaïque, couvrant 30% des coûts d'installation, sera réduite à 15%. L'aide pour les vélos électriques serait également supprimée en 2019.

Éolien. L'essor spectaculaire de l'éolien devrait contraindre les Autorités suédoises à mettre en place un « mécanisme d'arrêt » dans le marché des certificats verts d'électricité EnR. Suite à la hausse fulgurante des projets éoliens terrestres, l'objectif du marché suédo-norvégien d'installer 46,4 TWh d'électricité renouvelable (EnR) entre 2012 et 2030 sera dépassé de 2 TWh dès 2021. En conséquence, les autorités suédoises envisagent d'introduire un mécanisme d'arrêt du soutien à partir d'un certain volume EnR installé. Cette solution permettrait de limiter l'excédent de capacités EnR, tout en évitant un effondrement du prix des certificats verts sur la bourse. Une chute des prix menacerait l'équilibre économique des actifs installés car chaque nouveau producteur EnR reçoit 1 certificat vert par MWh produit durant 15 ans.



La quinzaine nordique – 21 décembre 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,5	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,8	2,2	2,3	1,9	4,4	2,7
Institut stat./conj****.	2,3	2,0	2,8	2,4	1,8	2,1	2,2	1,3	3,8	2,5
Commission*	1,2	1,8	2,9	2,2	1,7	1,9	2,4	1,8	3,4	3,1
FMI**	2,0	1,9	2,6	1,8	2,1	1,9	2,2	2,0	3,7	2,9
OCDE***	1,2	1,9	2,8	1,8	1,6	1,9	2,5	1,9	3,8	2,8
SEB	1,5	2,5	2,7	2,2	1,4	2,4	2,2	2,2	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,6	2,0	2,7	2,0	2,4	2,5	2,0	1,6	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2018)

*** Perspectives économiques (novembre 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	0,2	-0,1	-0,8	-0,2	5,1	5,0	1,1	0,9	1,3	1,0
FMI**	-0,7	-0,5	-0,9	-0,6	5,7	5,7	0,8	0,6	0,7	0,5
OCDE***	0,0	-0,3	-0,6	0,0	5,3	5,4	1,2	1,2	1,3	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,3	32,2	59,8	58,5	31,8	30,4	37,8	35,5	41,0	38,8
FMI**	34,7	34,0	60,3	59,6	36,4	36,4	37,9	34,5	33,8	31,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,5	1,2	1,6	3,0	2,3	2,1	1,9	-	-
cons. privée*	2,3	2,2	2,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,3	5,4	4,0
chômage (BIT)*	5,2	4,9	7,8	7,2	3,4	3,2	6,3	6,2	2,9	3,1

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2018)*

** *World Economic Outlook (octobre 2018)*

*** *Perspectives économiques (novembre 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

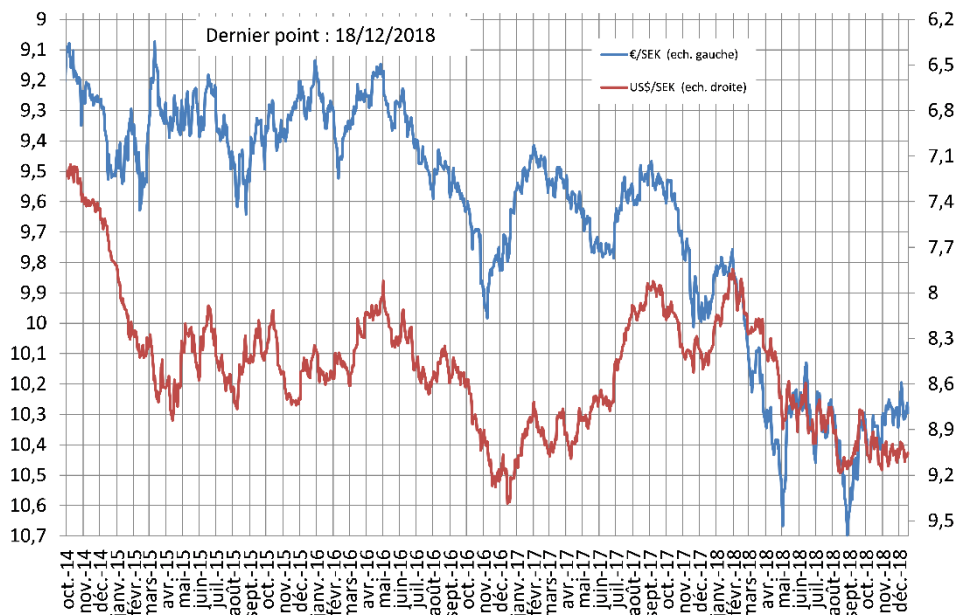
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

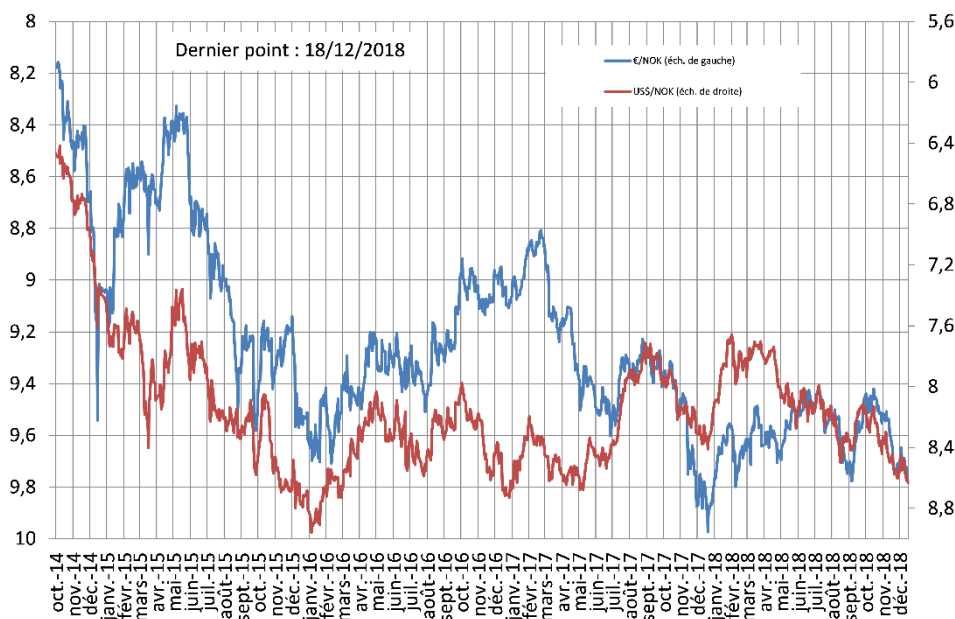


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Péné), Helsinki (P. Pouliquen, I. Ezzeddine), Oslo (E. Gabla, S. Morvan, J. Castay), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).